



# Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture financière et bancaire  
**N° 151 – 1<sup>er</sup> trimestre 2012**

## Sommaire

<b>Méthodologie</b>	<b>3</b>
<b>1. Synthèse</b>	<b>4</b>
<b>2. Les actifs financiers de la clientèle non financière</b>	<b>9</b>
<b>Les avoirs des ménages</b>	<b>10</b>
<b>Les avoirs des sociétés</b>	<b>11</b>
<b>3. L'endettement des agents économiques</b>	<b>13</b>
<b>3.1 L'endettement auprès de l'ensemble des établissements de crédit</b>	<b>13</b>
<b>L'endettement des ménages</b>	<b>14</b>
<b>L'endettement des entreprises</b>	<b>14</b>
<b>L'endettement des collectivités locales</b>	<b>15</b>
<b>3.2 L'endettement auprès des établissements de crédit locaux</b>	<b>16</b>
<b>4. Les engagements bancaires</b>	<b>17</b>
<b>4.1 Les engagements sectoriels</b>	<b>17</b>
<b>4.2 Les indicateurs de vulnérabilité</b>	<b>19</b>
<b>5. Rappel des taux</b>	<b>20</b>
<b>5.1 Taux réglementés</b>	<b>20</b>
<b>5.2 Principaux taux de marché</b>	<b>20</b>
<b>5.3 Taux de l'usure</b>	<b>20</b>
<b>6. Monnaie fiduciaire</b>	<b>21</b>
<b>6.1 Emission de billets euros</b>	<b>21</b>
<b>6.2 Emission de pièces euros</b>	<b>21</b>

## 1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEDOM, est considéré comme installé localement un établissement qui possède une représentation locale significative, avec au moins un agent permanent localement. Les établissements ne remplissant pas cette condition sont considérés comme non installés localement. La Poste et le Trésor Public sont assimilés à des établissements locaux.

## 2) Actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici concernent uniquement les dépôts dans les banques locales, à La Poste et au Trésor public. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès des banques métropolitaines.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se répartissent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, LDD et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM - Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières - monétaires).

L'épargne à long terme est constituée des portefeuilles-titres, des OPCVM non monétaires, des plans d'épargne logement, des plans d'épargne populaire et des autres actifs (assurance-vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance-vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les données relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'archipel.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels et les administrations privées ; les entreprises correspondent aux sociétés non financières ; les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

## 3) Passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés les crédits octroyés par les établissements de crédit locaux puis les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (installés localement ou non).

Les établissements de crédit non installés localement et intervenant à Saint-Pierre-et-Miquelon sont principalement la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia Crédit Local, la Casden-BP, ou encore Natexis-Banque Populaire.

Les entrepreneurs individuels sont répartis entre les entreprises et les ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des particuliers) et les autres catégories de crédit des entrepreneurs individuels (relatives à leur activité) ont été intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des sociétés non financières).

Pour les entreprises (sociétés non financières et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Concernant les ménages (particuliers, administrations privées et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits à la consommation regroupent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale.

## 4) Service Central des Risques (SCR) et SCR douteux

Le Service Central des Risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français. Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit.

## 1. Evolution monétaire et financière internationale

Début 2012, l'économie mondiale redémarre progressivement, mais la reprise est fragile, extrêmement inégale selon les régions et pourrait bien être compromise par la crise de la zone euro, selon la dernière édition des Perspectives économiques de l'OCDE.

Au premier trimestre, la croissance américaine, bien que positive à 0,5 %, diminue de 0,2 point par rapport au trimestre précédent, en raison d'une baisse des investissements des entreprises et des dépenses de l'état et malgré l'accélération de la demande des ménages. Parallèlement, le taux d'épargne est en recul, chutant de 4,5% sur les trois derniers mois de 2011 à 3,9 % au premier trimestre 2012.

En Asie, le Japon renoue avec la croissance au premier trimestre 2012, à 1 %, après un recul de 0,5 % en 2011. La poursuite des efforts de reconstruction devrait stimuler temporairement l'activité et les exportations pourraient bénéficier de la croissance mondiale et de la dépréciation attendue du Yen. En Chine, la croissance est essentiellement imputable à l'investissement, public et privé. Au premier trimestre 2012, la croissance chinoise s'est ralentie à 8,1 % sur un an, soit le niveau le plus bas depuis le deuxième trimestre 2009. Sont en cause la faiblesse des exportations et le ralentissement du secteur de la construction.

Bien qu'ayant décéléré par rapport à la crête observée au lendemain de la crise, la croissance des pays en développement de la région Asie de l'Est et Pacifique reste forte.

Au premier trimestre 2012, l'activité économique de la zone euro s'est stabilisée à un faible niveau après une baisse du PIB de 0,3 % au quatrième trimestre 2011. La consommation des ménages est restée stable et les exportations ont quant à elles progressé de 1 %. La confiance des entreprises et des ménages est ténue, les marchés de capitaux sont tendus et les conséquences négatives de l'assainissement budgétaire sur la croissance à court terme risquent d'être lourdes, particulièrement dans les pays les plus durement touchés par la crise.

Avec les replis d'activité enregistrés au premier trimestre 2012, le nombre de pays entrant en récession technique<sup>1</sup> s'accroît, un phénomène qui touche évidemment la zone euro mais aussi le Royaume-Uni. Exception au sein d'une Europe déprimée, l'économie allemande a renoué avec la croissance au premier trimestre 2012 (+ 0,5 % sur le trimestre), grâce notamment aux exportations et à la consommation des ménages. Le niveau de l'activité économique n'a quasiment pas évolué en France au cours des quatre derniers trimestres (+ 0,3 % sur un an). Le premier trimestre 2012 est resté dans cette tonalité, la croissance restant atone. Le taux de chômage en France a progressé de 0,3 point au premier trimestre 2012 pour atteindre 10 % de la population active en France entière (DOM compris) et 9,6 % en seule métropole.

Le marché interbancaire enregistre un repli au premier trimestre 2012. Selon le rapport trimestriel de juin 2012 de la Banque des règlements internationaux, les banques ont enregistré le plus fort recul de leurs créances internationales depuis celui qui avait suivi la chute de Lehman Brothers au quatrième trimestre 2008. Ce repli est imputable notamment à la réduction de l'exposition des banques internationales aux établissements financiers de la zone euro.

Lors de sa réunion du 6 juin 2012, le Conseil des Gouverneurs de la BCE a décidé de laisser son taux directeur inchangé (à 1%). Il a par ailleurs décidé de continuer à conduire ses opérations principales de refinancement sous la forme d'appels d'offres à taux fixe, la totalité des soumissions étant servie, « aussi longtemps que nécessaire et au moins jusqu'au 15 janvier 2013 ». M. Draghi, Président de la BCE, a souligné lors de sa conférence de presse que « la croissance économique reste faible dans la zone euro, dans un contexte de renforcement de l'incertitude qui pèse sur la confiance et le climat, entraînant une accentuation des risques à la baisse sur les perspectives économiques ».

Les annonces successives de mauvais résultats macroéconomiques continuent de se répercuter sur les marchés de matières premières. Toutes les familles de produits sont concernées et d'abord le pétrole qui, pour la première fois depuis janvier 2011, passe sous la barre des 100 \$ au 1<sup>er</sup> juin 2012. Les cours pourraient continuer leur repli au second semestre car à la faiblesse de la demande, résultat de l'essoufflement des économies européenne, américaine et chinoise, s'ajoute un accroissement de l'offre. Les douze États membres de l'Opep se réunissent le 14 juin 2012, la réduction des quotas sera probablement évoquée.

<sup>1</sup> Deux trimestres consécutifs de contraction du PIB

## 2. Evolution financière et bancaire à Saint-Pierre-et-Miquelon

Après une fin d'année 2011 caractérisée par une orientation favorable de l'activité bancaire, le premier trimestre 2012 affiche des signes de ralentissement. La collecte des dépôts diminue par rapport au trimestre précédent et touche plus particulièrement les dépôts à vue. Par ailleurs la diminution des crédits octroyés ce trimestre porte essentiellement sur les crédits d'exploitation et d'investissement. Les crédits aux particuliers, traditionnellement les plus dynamiques, ne progressent que très faiblement ce trimestre.

Sur un an, l'évolution de l'activité bancaire est plus nuancée. Le montant des actifs reste relativement stable par rapport au premier trimestre 2012. Les dépôts à vue retrouvent leur montant de l'année précédente à la même période, tandis que la progression de l'épargne de long terme, qui avait connu un essor significatif au début de l'année 2010, continue de se ralentir. Seule l'épargne des ménages poursuit sa progression sur un an pour le quatrième trimestre consécutif, l'incertitude sur l'évolution de la situation économique incitant à adopter un comportement de précaution.

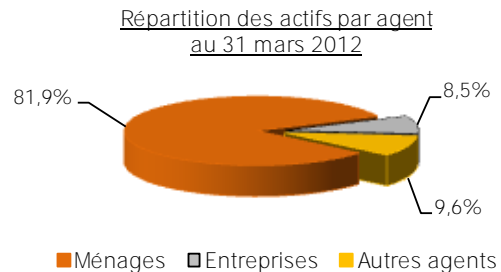
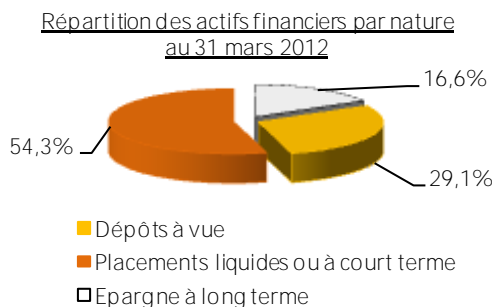
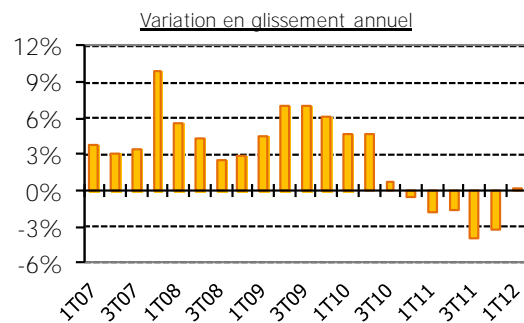
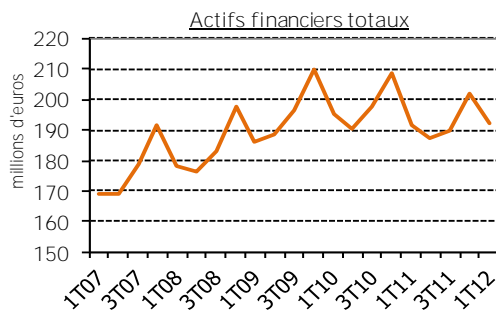
L'encours des crédits accordés sur un an connaît en revanche une première diminution depuis le second trimestre 2009. Cette contraction fait suite à sept trimestres consécutifs de ralentissement et intervient malgré le dynamisme de la demande de crédit de la part des ménages. Les collectivités locales enregistrent en effet une baisse tendancielle de leurs financements, tandis que les entreprises connaissent une diminution des crédits d'investissement. En revanche le taux de créances douteuses atteint 6,3%, soit le plus bas taux depuis la fin de l'année 2004, signe d'une amélioration significative de la qualité des risques.

### 2.1. Recul des actifs financiers sous l'effet d'une baisse des dépôts à vue

Les actifs financiers détenus par les agents économiques de Saint-Pierre-et-Miquelon à fin mars 2012 se contractent de 4,7% par rapport au trimestre précédent. Cette diminution est principalement imputable à la baisse significative de 16,7% du montant des dépôts à vue.

Cette évolution est toutefois habituelle à cette période de l'année. Ainsi, les actifs financiers retrouvent leur montant du premier trimestre de l'année précédente (+0,2%). En effet, le montant des dépôts à vue sur un an reste relativement stable (-0,1%).

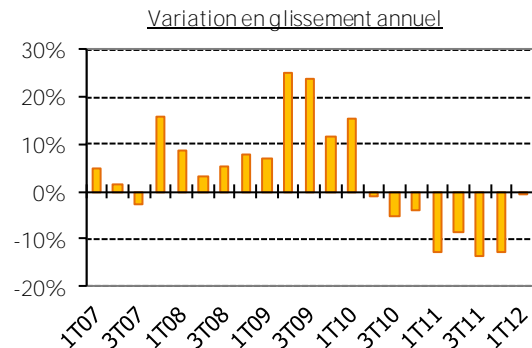
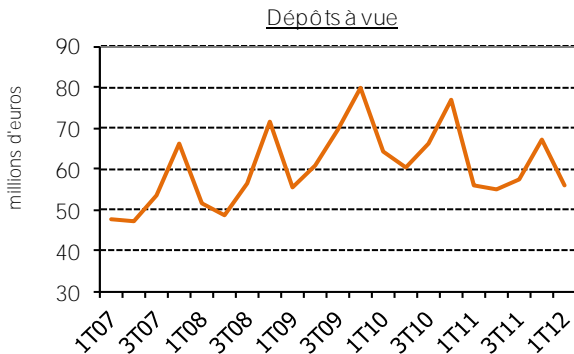
Le montant total des actifs s'établit ainsi à 192,3 millions d'euros au 31 mars 2012, en baisse de 9,6 millions d'euros par rapport à fin décembre. La part des actifs détenus par les ménages s'accroît et se rapproche des 82%. En effet, ils sont les seuls à afficher une progression, aussi bien sur un trimestre (+0,4%) que sur un an (+2,8%).



a) Diminution des liquidités collectées auprès des agents

Les **dépôts à vue**, qui représentent 29% des actifs détenus par l'ensemble des agents locaux, reculent de 16,7% sur le trimestre. Cette baisse est particulièrement marquée pour les entreprises (-24,9%) et les collectivités locales (-38,4%).

Par conséquent, les dépôts à vue retrouvent le montant enregistré à la même période de l'année précédente. Les évolutions sont toutefois différentes selon les agents économiques : les liquidités des ménages sont en progression de 12,6% tandis que celles des collectivités locales se contractent de 23,1%.

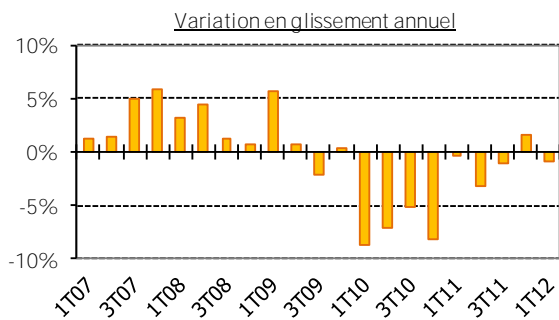
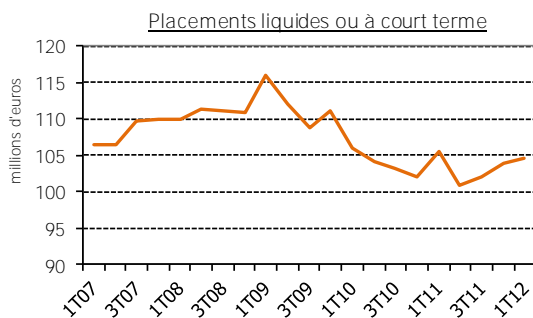


b) Les placements liquides ou à court terme restent stables

Les placements liquides ou à court terme, qui représentent un peu plus de la moitié des actifs détenus par l'ensemble des agents (54%), affichent une légère progression de 0,6% sur le trimestre, confirmant ainsi l'orientation favorable observée le trimestre précédent. Cette évolution touche l'ensemble des actifs de court terme : les comptes d'épargne à régime spécial progressent de 1,1% tandis que les placements indexés sur les taux du marché sont en légère hausse de 0,1%.

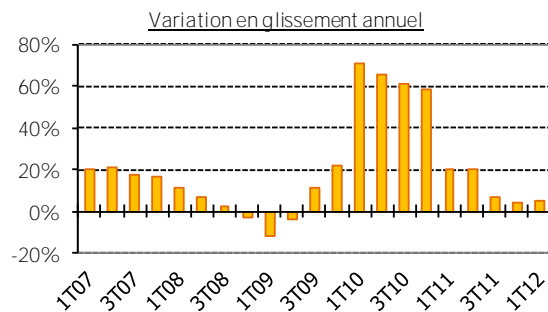
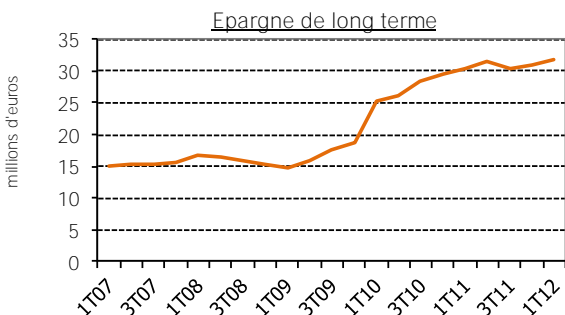
Sur un an, les placements liquides et à court terme se contractent légèrement de 1,0%. Tous les agents connaissent une évolution similaire, comprise entre -0,9% pour les ménages et -2,3% pour les collectivités locales.

Comme observé les trimestres précédents, les incertitudes entourant les marchés financiers provoquent une diminution des placements indexés sur les taux du marché (-8,5%) au profit de livrets d'épargne bancaire jugés plus sûrs (progression de 15,9 % du livret A).



c) Progression continue de l'épargne de long terme

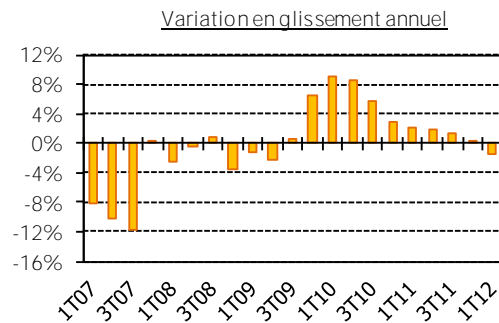
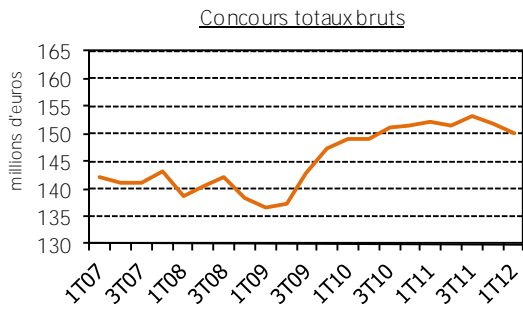
L'épargne de long terme (17% des actifs) progresse de 3,3% sur le trimestre. Cette progression se renforce sur un an (+4,9%), témoignant ainsi de l'attractivité des produits d'épargne de long terme, tirés par le dynamisme de l'assurance vie (+9,9%). En revanche, le montant des OPCVM recule de 15,4%.



2.2. Léger recul des financements bancaires

L'encours total des crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit recule légèrement de 1,3%. En mars 2012, les encours s'élevaient à 150,0 millions d'euros.

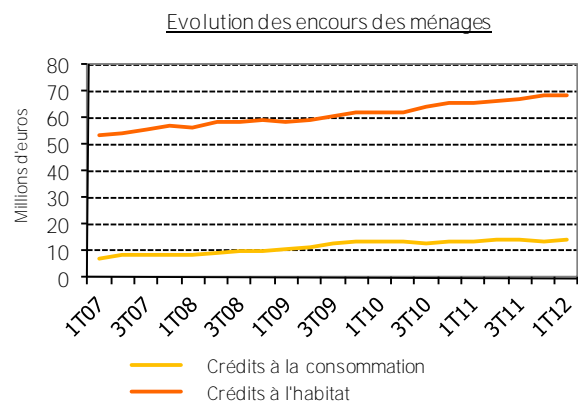
Sur un an, l'évolution est similaire puisque l'encours brut diminue de 1,4%. Il s'agit toutefois de la première baisse depuis deux ans. En revanche, l'encours sain reste stable, témoignant ainsi d'une amélioration de la qualité des risques.



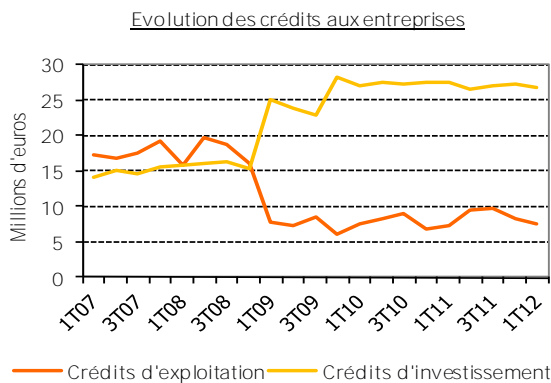
a) Dynamisme confirmé des crédits aux ménages

L'encours sain des ménages progresse de 0,3% sur le trimestre et s'établit à 82,9 millions d'euros (59% de l'encours sain total). Les crédits à la consommation affichent une légère amélioration par rapport au trimestre précédent (+0,7%) tandis que les crédits à l'habitat poursuivent leur progression (+0,2%), même si ceux-ci tendent à se ralentir.

Sur un an, l'encours des ménages confirme son dynamisme (+4,6%). Les crédits à la consommation augmentent de 2,5% malgré une baisse des importations de biens de consommation tandis que les crédits à l'habitat croissent de 5,0%.



b) Diminution des crédits aux entreprises



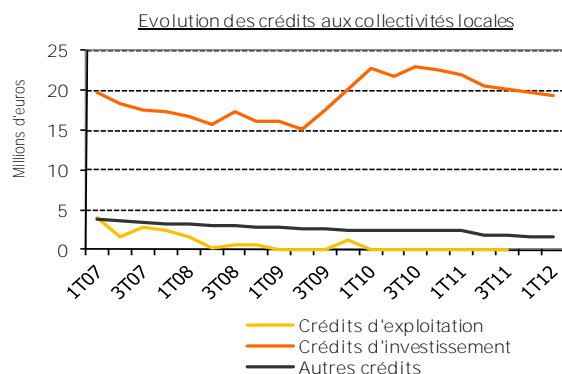
L'encours sain des entreprises recule de 3,8% et passe sous la barre des 35 millions d'euros. Les crédits d'exploitation se contractent de 10,1% sur le trimestre tandis que les crédits d'investissement reculent de 2,2%.

Sur un an les crédits aux entreprises affichent une tendance similaire avec un recul de 2,1%, mettant ainsi fin à neuf trimestres consécutifs de progression annuelle. La faible progression des crédits d'exploitation (+0,9%) s'accompagne d'une diminution de 3,0% des crédits à l'équipement.

c) Recul des crédits de long terme aux collectivités locales

L'encours sain des collectivités locales diminue de 1,9% sur le trimestre et s'établit à 21,6 millions d'euros au premier trimestre 2012.

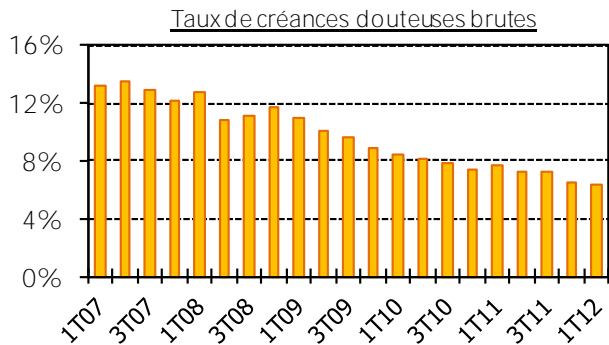
Sur un an, l'encours se contracte de 11,7%. Les collectivités locales poursuivent en effet le remboursement de leurs crédits après une demande importante de financement à la fin de l'année 2009.



### 2.3. Nouvelle réduction des risques de contrepartie

Les **créances douteuses brutes** poursuivent leur tendance à la baisse et se contractent de 4,5% pour s'établir à 9,5 millions d'euros. Cette évolution est principalement la conséquence de l'amélioration de la qualité des risques ; les créances douteuses nettes diminuent de 9,8%, tandis que la baisse des provisions est limitée à 2,5%. Le taux de créances douteuses recule donc de 0,2 point et atteint 6,3% en mars 2012.

Le **taux de provisionnement** est en hausse de 1,5 point sur un trimestre et s'établit à 74,6%. Il était de 66,7% un an plus tôt.



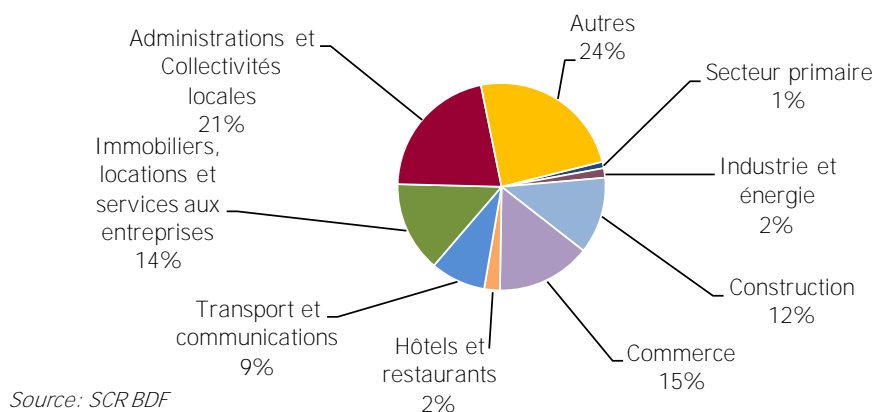
## 3. Les risques recensés au Service Central des Risques

Le Service Central des Risques (SCR) de la Banque de France est chargé de centraliser mensuellement les encours accordés par les établissements de crédit et les entreprises d'investissement dès lors qu'ils atteignent, par bénéficiaire déclarable, par guichet et par nature de déclaration, le seuil fixé par instruction de la Banque de France (actuellement de 25 000 euros).

L'encours total en mars 2012 progresse de 14,3% sur le trimestre. L'évolution trimestrielle des encours varie fortement selon les secteurs. Le secteur du **commerce** enregistre la plus forte progression trimestrielle puisque ses encours augmentent de 39,1% pour atteindre 11,8 millions d'euros, suivi par le secteur de la **construction** (+25,5%). Parmi les encours en baisse se trouvent les secteurs des **transports et communications** (-0,8%) et des **administrations et collectivités locales** (-2,7%). Ce dernier concentre par ailleurs plus de 17 millions d'encours, mais ne représente plus que 21% du total des risques de la place contre un quart le trimestre précédent.

Sur un an l'encours total suit une tendance similaire puisqu'il augmente de 9,3% par rapport à mars 2011. Le secteur de la **construction** connaît la plus forte évolution sur cette période (+46,4%) et représente désormais 12% du total des encours (10,5% en mars 2011), suivi par le secteur du **commerce** (+23,8%). Le secteur de **l'industrie et énergie** enregistre quant à lui une baisse de 17,9%. Le secteur des administrations et collectivités locales reste celui qui concentre le plus de concours bancaires mais ces derniers ne représentent plus que 21,4% du total contre 26,0% un an auparavant.

### Répartition des encours déclarés par secteur au 31 mars 2012

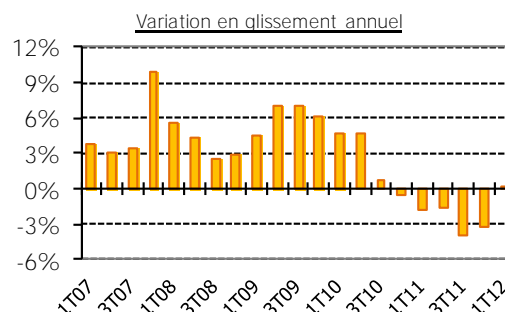
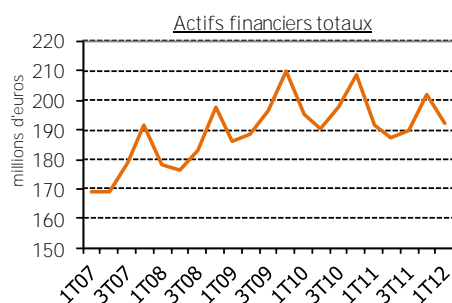




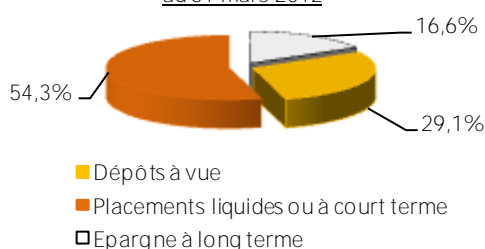
2. Les actifs financiers de la clientèle non financière

Actifs par agent										Variations	
	mars-10	juin-10	sept.-10	déc.-10	mars-11	juin-11	sept.-11	déc.-11	mars-12	1 an	1 trim
<b>Sociétés</b>	18,964	16,885	19,241	21,916	16,595	15,197	15,232	19,689	16,334	-1,6%	-17,0%
<b>Dépôts à vue</b>	14,522	12,788	14,067	16,904	12,636	11,972	12,319	16,532	12,412	-1,8%	-24,9%
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	4,442	4,097	5,226	5,011	3,958	3,225	2,912	3,156	3,920	-1,0%	24,2%
Comptes d'épargne à régime spécial								0,008	0,008		0,0%
Placements indexés sur les taux du marché	4,442	4,097	5,226	5,011	3,958	3,225	2,912	3,148	3,913	-1,1%	24,3%
<i>dont comptes à terme</i>	4,442	4,097	5,226	5,011	3,958	3,225	2,912	3,148	3,913	-1,1%	24,3%
<i>dont OPCVM monétaires</i>											
<i>dont certificats de dépôts</i>											
<b>Epargne à long terme</b>		0,001	0,001	0,001	0,001	0,001		0,001	0,001	0,0%	0,0%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>											
<b>Ménages</b>	153,259	149,788	150,129	153,456	153,185	152,379	153,086	156,843	157,471	2,8%	0,4%
<b>Dépôts à vue</b>	32,106	30,062	30,044	32,914	28,480	29,949	30,889	32,095	32,073	12,6%	-0,1%
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	95,901	93,561	91,720	90,980	94,269	90,971	91,869	93,844	93,467	-0,9%	-0,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	44,680	45,817	47,189	47,055	48,690	49,140	49,876	51,147	51,548	5,9%	0,8%
<i>Livrets ordinaires</i>	38,122	39,259	40,252	39,728	40,863	41,361	41,742	42,547	42,774	4,7%	0,5%
<i>Livrets A et bleu</i>	6,116	6,116	6,486	6,860	7,363	7,322	7,649	8,089	8,302	12,7%	2,6%
<i>Livrets jeunes</i>	0,405	0,405	0,406	0,425	0,405	0,401	0,424	0,432	0,396	-2,3%	-8,3%
<i>Livrets d'épargne populaire</i>								0,016			
<i>CODEVI</i>				0,005	0,010	0,006	0,002	0,005	0,001	-85,9%	-72,0%
<i>Comptes d'épargne logement</i>	0,037	0,037	0,037	0,038	0,049	0,051	0,043	0,074	0,075	52,1%	0,5%
Placements indexés sur les taux du marché	51,221	47,744	44,531	43,925	45,579	41,831	41,993	42,697	41,919	-8,0%	-1,8%
<i>dont comptes à terme</i>	50,122	46,630	43,420	42,794	44,448	40,768	40,859	41,563	40,833	-8,1%	-1,8%
<i>dont bons de caisse</i>	1,099	1,114	1,110	1,131	1,131	1,063	1,134	1,134	1,086	-3,9%	-4,2%
<i>dont OPCVM monétaires</i>			0,001								
<b>Epargne à long terme</b>	25,252	26,165	28,364	29,562	30,436	31,459	30,329	30,904	31,931	4,9%	3,3%
<i>Plans d'épargne logement</i>	2,364	2,367	2,529	2,799	2,772	2,663	2,587	2,734	2,873	3,6%	5,1%
<i>Plans d'épargne populaire</i>											
<i>Autres comptes d'épargne</i>											
<i>Portefeuille-titres</i>						0,042	0,041	0,051	0,064		25,5%
<i>OPCVM non monétaires</i>	5,291	4,593	5,075	5,195	5,529	5,884	4,582	4,640	4,678	-15,4%	0,8%
<i>Contrats d'assurance-vie</i>	17,597	19,205	20,760	21,568	22,135	22,876	23,119	23,479	24,316	9,9%	3,6%
<b>Autres agents</b>	22,897	23,828	28,296	33,113	22,028	19,818	21,366	25,279	18,447	-16,3%	-27,0%
<b>Dépôts à vue</b>	17,379	17,378	22,026	26,998	14,783	13,144	14,066	18,453	11,364	-23,1%	-38,4%
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	5,518	6,450	6,270	6,115	7,246	6,666	7,293	6,818	7,076	-2,3%	3,8%
Comptes d'épargne à régime spécial	4,006	2,088	4,144	3,841	4,383	4,128	4,854	4,716	4,936	12,6%	4,7%
Placements indexés sur les taux du marché	1,512	4,362	2,126	2,274	2,863	2,539	2,439	2,102	2,140	-25,3%	1,8%
<i>dont comptes à terme</i>	1,512	4,362	2,126	2,274	2,863	2,539	2,439	2,102	2,140	-25,3%	1,8%
<b>Epargne à long terme</b>	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,007	0,007	0,008	0,008		0,0%
<b>TOTAL</b>	195,120	190,501	197,596	208,485	191,809	187,394	189,684	201,811	192,252	0,2%	-4,7%
<b>Dépôts à vue</b>	64,007	60,227	66,138	76,817	55,899	55,065	57,274	67,080	55,849	-0,1%	-16,7%
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	105,861	104,108	103,092	102,105	105,473	100,862	102,074	103,818	104,463	-1,0%	0,6%
Comptes d'épargne à régime spécial	48,686	47,905	51,209	50,895	53,073	53,268	54,729	55,870	56,492	6,4%	1,1%
Placements indexés sur les taux du marché	57,175	56,203	51,883	51,210	52,400	47,595	47,344	47,948	47,972	-8,5%	0,1%
<b>Epargne à long terme</b>	25,252	26,166	28,365	29,562	30,437	31,467	30,336	30,913	31,939	4,9%	3,3%

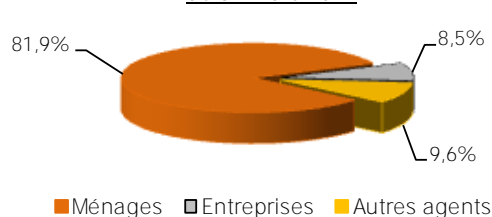
Total des actifs financiers



Répartition des actifs financiers par nature au 31 mars 2012

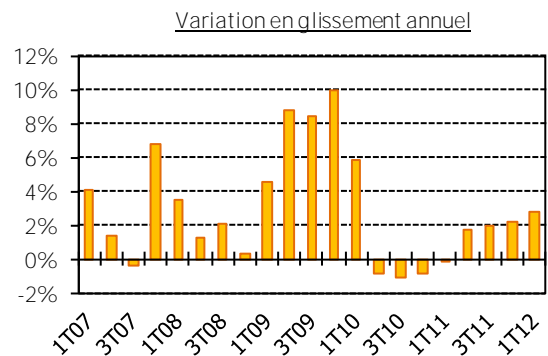
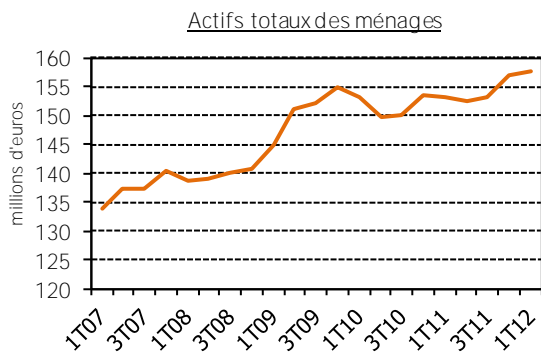


Répartition des actifs par agent au 31 mars 2012

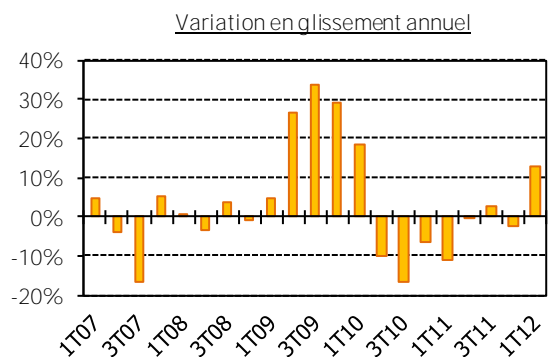
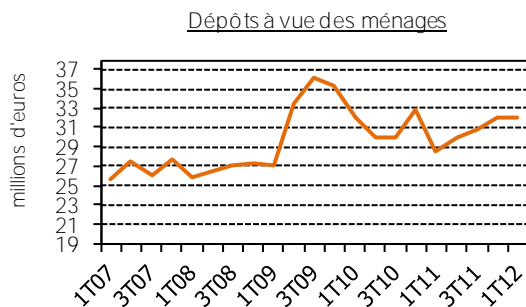


Les avoirs des ménages

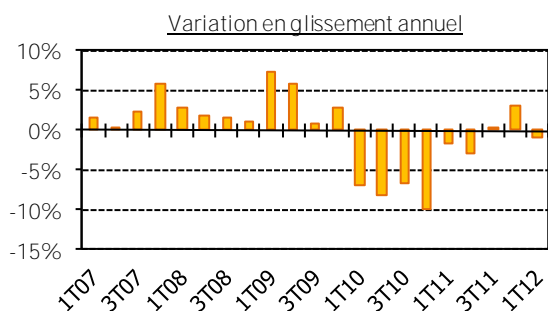
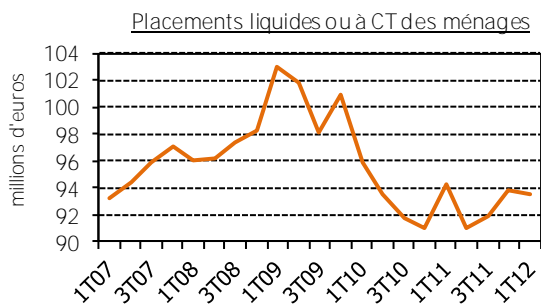
Total des actifs financiers



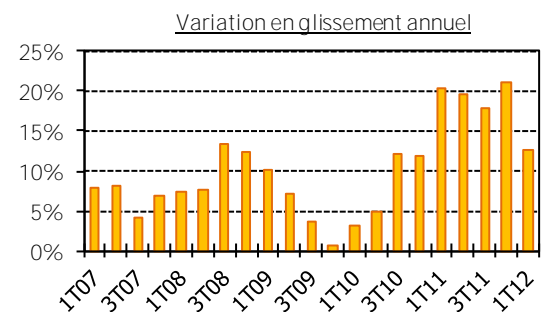
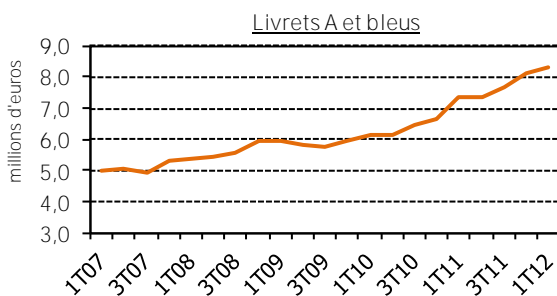
Dépôts à vue



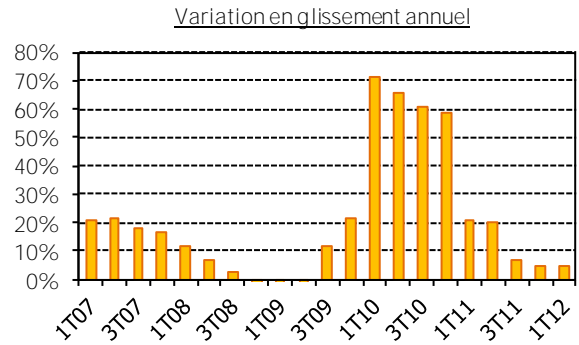
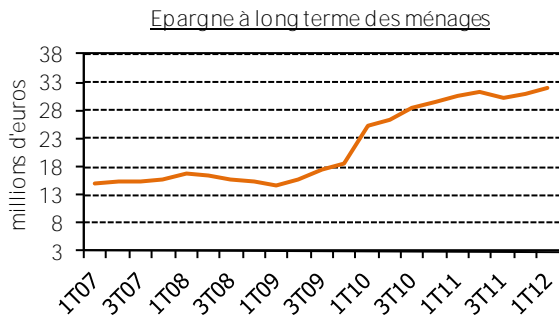
Placements liquides ou à court terme



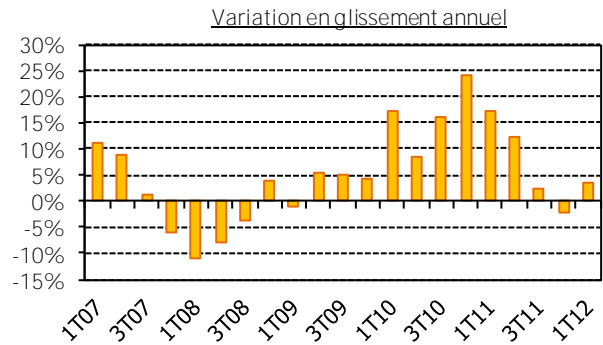
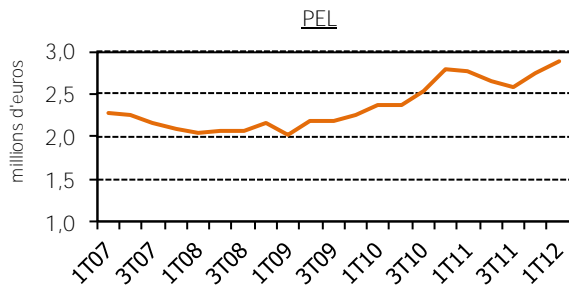
Livrets A et bleu



**Epargne à long terme**

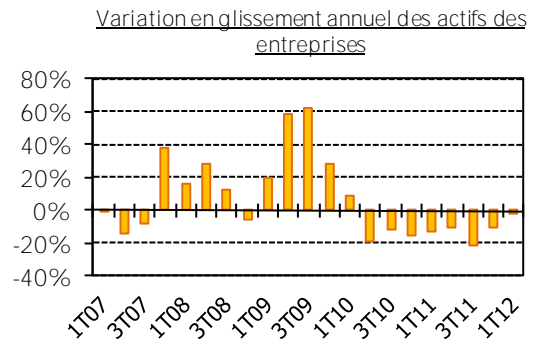
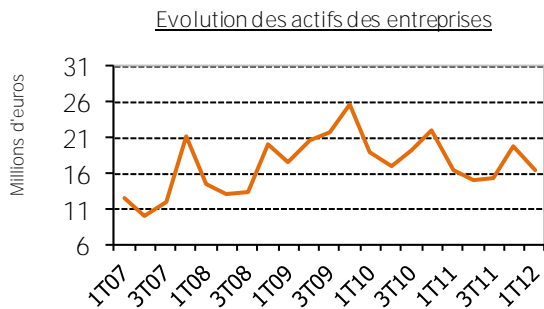


**Plans d'épargne logement**

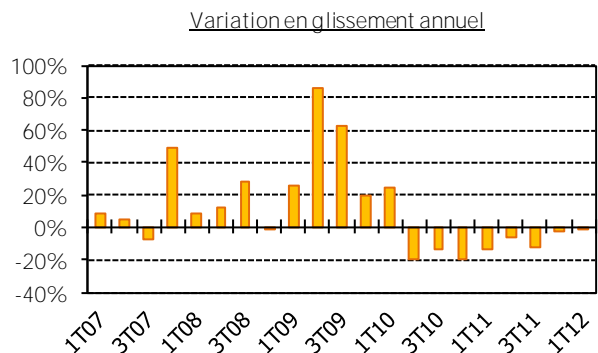
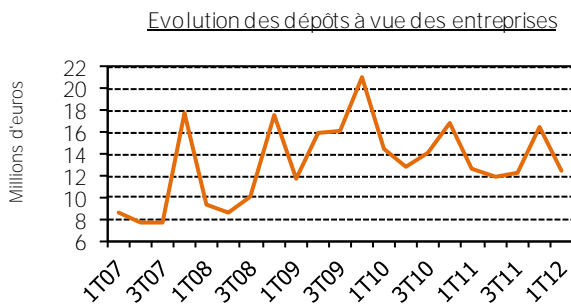


**Les avoirs des entreprises**

**Total des actifs financiers**

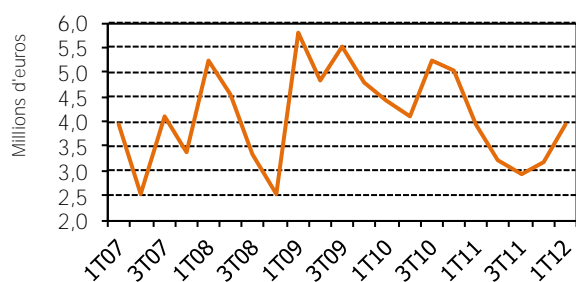


**Dépôts à vue**

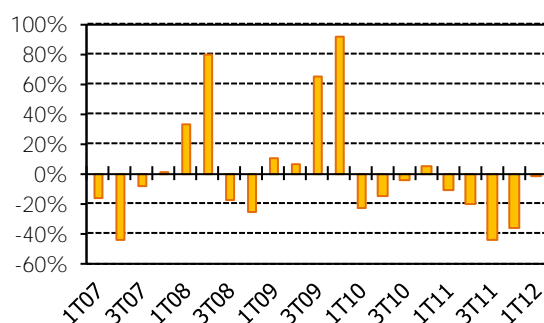


Placements liquides ou à court terme

Evolution des placements liquides des entreprises



Variation en glissement annuel



Les actifs par nature

Actifs par nature	mars-10	juin-10	sept.-10	déc.-10	mars-11	juin-11	sept.-11	déc.-11	mars-12	Variations	
										1 an	1 trim
<b>Dépôts à vue</b>	64,007	60,227	66,138	76,817	55,899	55,065	57,274	67,080	55,849	-0,1%	-16,7%
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	105,861	104,108	103,217	102,105	105,473	100,862	102,074	103,818	104,463	-1,0%	0,6%
Comptes d'épargne à régime spécial	48,686	47,905	51,334	50,895	53,073	53,268	54,729	55,870	56,492	6,4%	1,1%
Livrets ordinaires	38,122	41,270	44,291	43,424	45,132	45,117	46,232	46,907	47,351	4,9%	0,9%
Livrets A et bleu	6,116	6,194	6,591	7,004	7,477	7,693	8,012	8,452	8,669	15,9%	2,6%
Livrets jeunes	0,405	0,405	0,406	0,425	0,405	0,401	0,424	0,432	0,396	-2,3%	-8,3%
Livrets d'épargne populaire							0,016				
CODEVI				0,005	0,010	0,006	0,002	0,005	0,001	-85,9%	-72,0%
Comptes d'épargne logement	0,037	0,037	0,037	0,038	0,049	0,051	0,043	0,074	0,075	52,1%	0,5%
Placements indexés sur les taux du marché	57,175	56,203	51,883	51,210	52,400	47,595	47,344	47,948	47,972	-8,5%	0,1%
Dépôts à terme	56,076	55,089	50,772	50,079	51,269	46,531	46,210	46,814	46,885	-8,6%	0,2%
Bons de caisse	1,099	1,114	1,110	1,131	1,131	1,063	1,134	1,134	1,086	-3,9%	-4,2%
Titres de créances négociables											
OPCVM monétaires			0,001								
<b>Epargne à long terme</b>	25,252	26,166	28,365	29,529	30,437	31,467	30,336	30,913	31,939	4,9%	3,3%
Plans d'épargne logement	2,364	2,367	2,529	2,799	2,772	2,663	2,594	2,742	2,880	3,9%	5,0%
Plans d'épargne populaire											
Autres comptes d'épargne											
Actions					0,001	0,043	0,041	0,052	0,065		25,0%
Obligations		0,001	0,001	0,001							
OPCVM non monétaires	5,291	4,593	5,075	5,161	5,529	5,884	4,582	4,640	4,678	-15,4%	0,8%
Contrats d'assurance-vie	17,597	19,205	20,760	21,568	22,135	22,876	23,119	23,479	24,316	9,9%	3,6%
<b>TOTAL</b>	195,120	190,501	197,720	208,451	191,809	187,394	189,684	201,811	192,252	0,2%	-4,7%

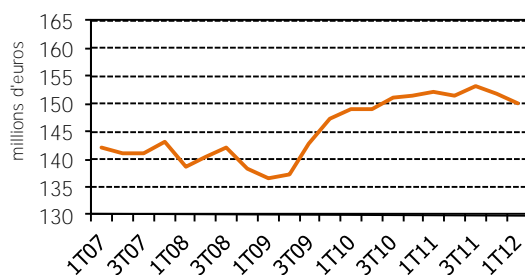
### 3. L'endettement des agents économiques

#### 3.1 L'endettement auprès de l'ensemble des établissements de crédit

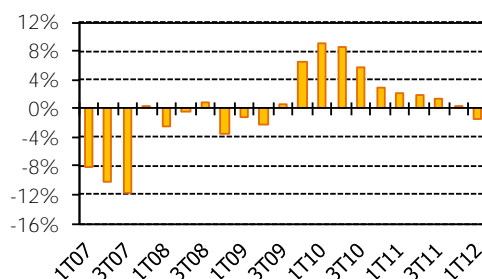
	Montants en millions d'euros									Variations	
	mars-10	juin-10	sept.-10	déc.-10	mars-11	juin-11	sept.-11	déc.-11	mars-12	1 an	1 trim
<b>Entreprises</b>	<b>34,726</b>	<b>36,286</b>	<b>37,103</b>	<b>35,024</b>	<b>35,734</b>	<b>36,897</b>	<b>37,434</b>	<b>36,387</b>	<b>34,991</b>	<b>-2,1%</b>	<b>-3,8%</b>
Crédits d'exploitation	7,622	8,316	9,108	6,908	7,391	9,556	9,708	8,296	7,458	0,9%	-10,1%
Créances commerciales	0,025	1,678	2,166	0,515	0,808	2,801	3,475	2,287	1,114	37,9%	-51,3%
Crédits de trésorerie	3,542	1,442	2,259	2,874	2,008	1,933	1,499	1,974	1,999	-0,4%	1,3%
dont entrepreneurs individuels	0,355	0,091	0,172	0,002	0,154	0,076	0,065	0,056	0,128	-16,7%	129,0%
Comptes ordinaires débiteurs	4,055	5,196	4,682	3,519	4,575	4,822	4,734	4,035	4,344	-5,0%	7,7%
Affacturage											
Crédits d'investissement	27,104	27,557	27,367	27,495	27,551	26,547	26,952	27,324	26,725	-3,0%	-2,2%
Crédits à l'équipement	27,104	27,557	27,367	27,495	27,551	26,547	26,952	27,324	26,725	-3,0%	-2,2%
dont entrepreneurs individuels	2,349	1,529	1,584	1,574	1,577	1,492	1,486	1,265	1,216	-22,9%	-3,9%
Crédit-bail											
Crédits à l'habitat	0,000	0,413	0,628	0,621	0,792	0,794	0,775	0,767	0,808	2,0%	5,3%
Autres crédits											
<b>Ménages</b>	<b>75,853</b>	<b>75,264</b>	<b>76,975</b>	<b>79,352</b>	<b>79,324</b>	<b>80,428</b>	<b>81,637</b>	<b>82,722</b>	<b>82,935</b>	<b>4,6%</b>	<b>0,3%</b>
Crédits à la consommation	13,530	13,320	12,829	13,734	13,682	14,109	14,227	13,924	14,017	2,5%	0,7%
Crédits de trésorerie	11,934	11,724	12,303	13,315	13,219	13,492	13,732	13,524	13,566	2,6%	0,3%
Comptes ordinaires débiteurs	1,596	1,596	0,526	0,369	0,413	0,568	0,448	0,354	0,406	-1,8%	14,6%
Crédit-bail							0,047	0,046	0,046		0,0%
Crédits à l'habitat	62,323	62,027	64,067	65,617	65,633	66,319	67,410	68,798	68,918	5,0%	0,2%
Autres crédits											
<b>Collectivités locales</b>	<b>25,184</b>	<b>24,281</b>	<b>25,350</b>	<b>24,928</b>	<b>24,440</b>	<b>22,374</b>	<b>21,971</b>	<b>21,996</b>	<b>21,587</b>	<b>-11,7%</b>	<b>-1,9%</b>
Crédits d'exploitation	0,001	0,001									
Crédits de trésorerie								0,500			
Comptes ordinaires débiteurs	0,001	0,001									
Crédits d'investissement	22,762	21,860	22,929	22,507	22,019	20,524	20,121	19,837	19,370	-12,0%	-2,4%
Crédits à l'équipement	22,762	21,860	22,929	22,507	22,019	20,524	20,121	19,837	19,370	-12,0%	-2,4%
Crédit-bail											
Crédits à l'habitat											
Autres crédits	2,421	2,421	2,421	2,421	2,421	1,850	1,850	1,659	1,659	-31,5%	0,0%
<b>Autres agents de CCB non ventilés</b>	<b>0,769</b>	<b>1,024</b>	<b>0,537</b>	<b>0,884</b>	<b>0,927</b>	<b>1,023</b>	<b>1,113</b>	<b>0,878</b>	<b>0,949</b>	<b>2,4%</b>	<b>8,1%</b>
<b>Total encours sain</b>	<b>136,532</b>	<b>136,855</b>	<b>139,966</b>	<b>140,187</b>	<b>140,425</b>	<b>140,722</b>	<b>142,156</b>	<b>141,982</b>	<b>140,462</b>	<b>0,0%</b>	<b>-1,1%</b>
Créances douteuses brutes	12,511	12,116	11,346	11,216	11,658	10,931	11,167	9,935	9,488	-18,6%	-4,5%
Créances douteuses nettes	3,392	3,015	2,772	2,866	3,886	3,686	3,721	2,671	2,408	-38,0%	-9,9%
dont entreprises	2,774	2,235	2,880	2,400	3,513	3,306	3,469	2,416	2,107	-40,0%	-12,8%
dont ménages	0,617	0,779	0,652	0,466	0,372	0,380	0,452	0,256	0,301	-19,0%	17,8%
Provisions	9,119	9,102	8,574	8,350	7,773	7,272	7,446	7,264	7,080	-8,9%	-2,5%
<b>Total encours brut</b>	<b>149,043</b>	<b>148,971</b>	<b>151,312</b>	<b>151,404</b>	<b>152,084</b>	<b>151,653</b>	<b>153,322</b>	<b>151,918</b>	<b>149,950</b>	<b>-1,4%</b>	<b>-1,3%</b>
Taux de créances douteuses	8,4%	8,1%	7,9%	7,4%	7,7%	7,2%	7,3%	6,5%	6,3%	-1,4 pt	-0,2 pt
Taux de provisionnement	72,9%	75,1%	75,9%	74,4%	66,7%	66,5%	66,7%	73,1%	74,6%	+7,9 pts	+1,5 pt

#### Encours de crédits bruts

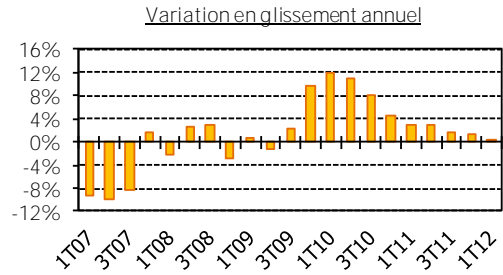
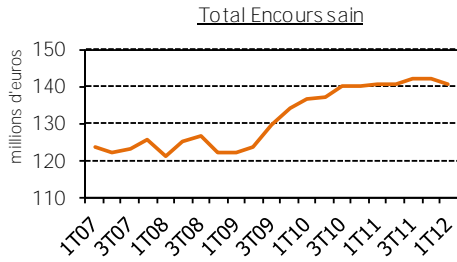
Concours totaux bruts



Variation en glissement annuel

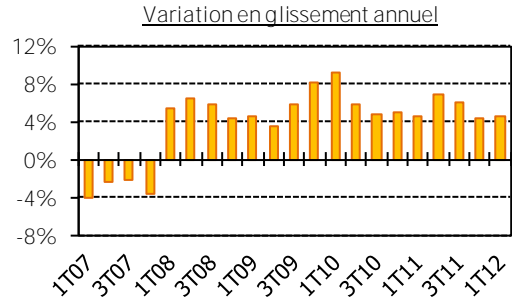
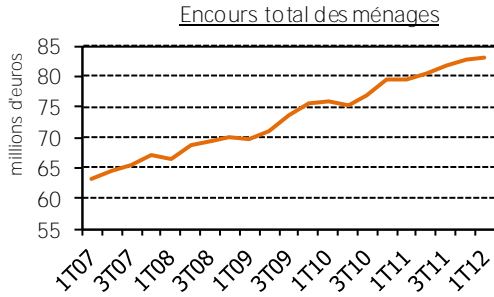


#### Encours de crédits sains

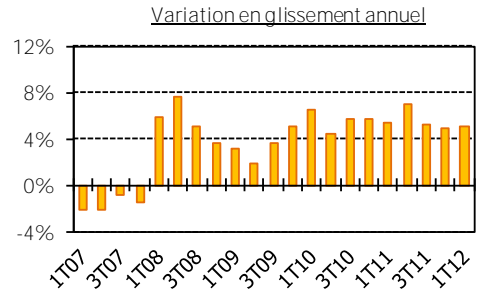
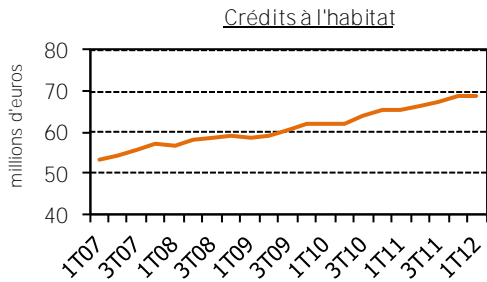


## L'endettement des ménages

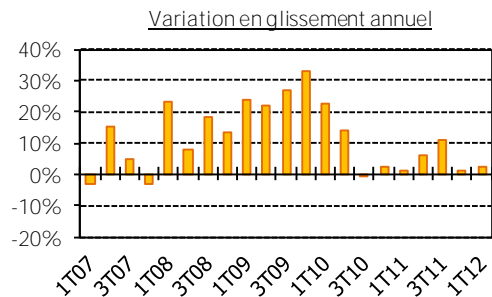
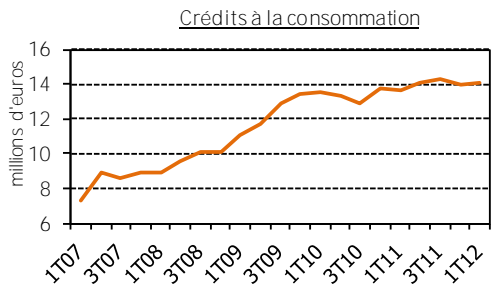
### Encours de crédits sains



### Crédits à l'habitat

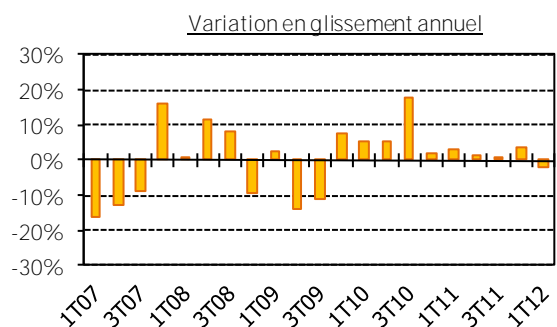
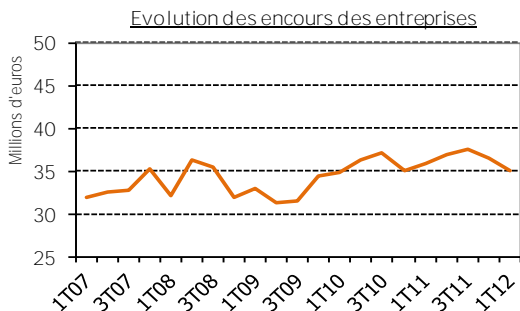


### Crédits à la consommation

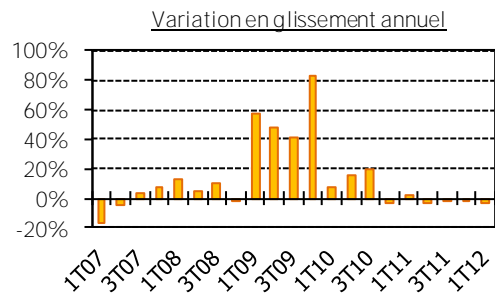
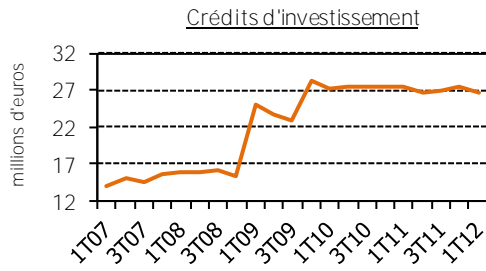


## L'endettement des entreprises

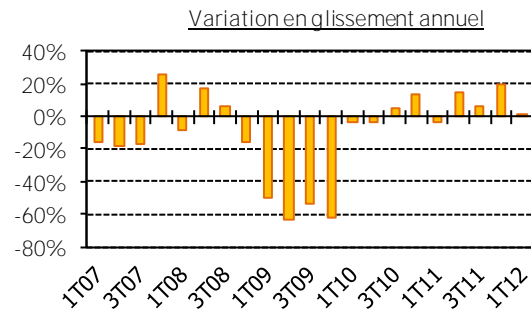
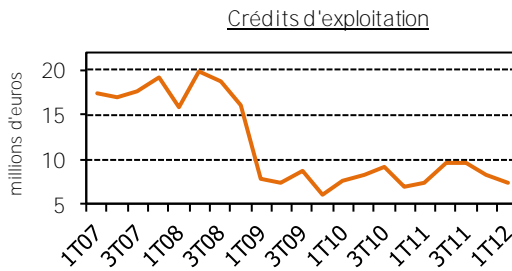
### Encours de crédits sains



**Crédits d'investissement**

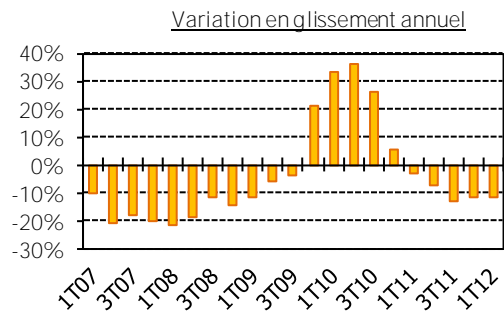
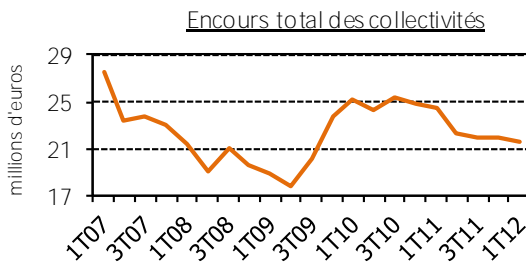


**Crédits d'exploitation**

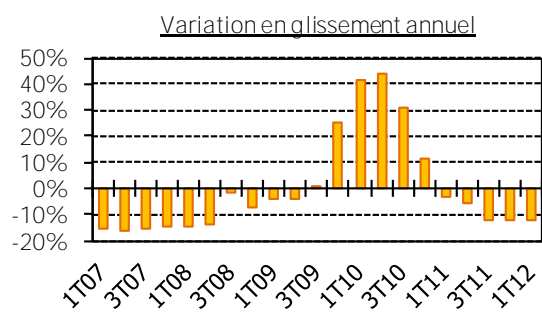
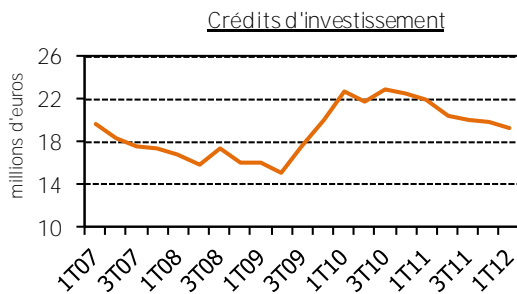


**L'endettement des Collectivités locales**

**Encours de crédits sains**



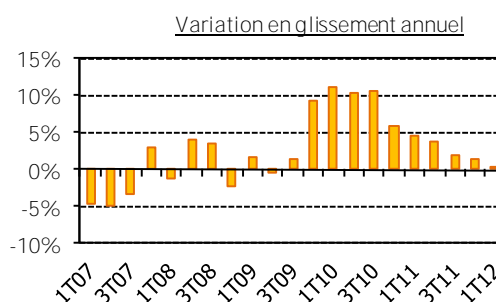
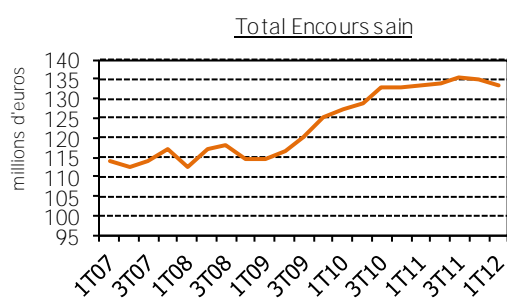
**Crédits d'investissement**



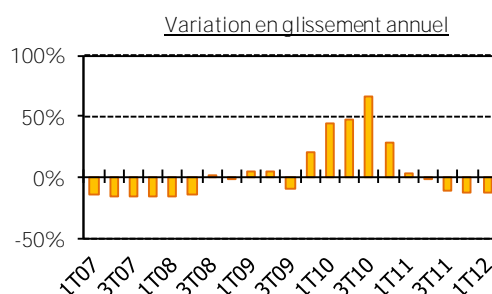
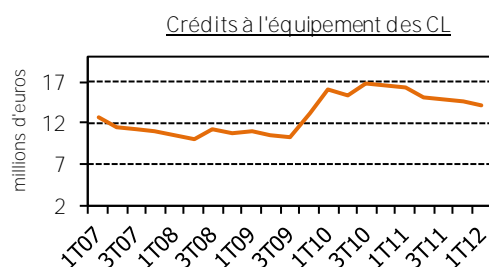
### 3.2 L'endettement auprès des établissements de crédit locaux

	Montants en millions d'euros									Variations	
	mars-10	juin-10	sept.-10	déc.-10	mars-11	juin-11	sept.-11	déc.-11	mars-12	1 an	1 trim
<b>Entreprises</b>	<b>32,936</b>	<b>34,686</b>	<b>35,583</b>	<b>33,569</b>	<b>34,126</b>	<b>35,308</b>	<b>35,936</b>	<b>35,096</b>	<b>33,753</b>	<b>-1,1%</b>	<b>-3,8%</b>
Crédits d'exploitation	7,622	8,316	9,108	6,908	7,391	9,556	9,708	8,296	7,458	0,9%	-10,1%
Créances commerciales	0,025	1,678	2,166	0,515	0,808	2,801	3,475	2,287	1,114	37,9%	-51,3%
Crédits de trésorerie	3,542	1,442	2,259	2,874	2,008	1,933	1,499	1,974	1,999	-0,4%	1,3%
dont entrepreneurs individuels	0,355	0,091	0,172	0,163	0,154	0,076	0,065	0,056	0,128	-16,7%	129,0%
Comptes ordinaires débiteurs	4,055	5,196	4,682	3,519	4,575	4,822	4,734	4,035	4,344	-5,0%	7,7%
Affacturage											
Crédits d'investissement	25,314	25,957	25,847	26,040	25,943	24,958	25,454	26,033	25,487	-1,8%	-2,1%
Crédits à l'équipement	25,314	25,957	25,847	26,040	25,943	24,958	25,454	26,033	25,487	-1,8%	-2,1%
dont entrepreneurs individuels	2,228	1,529	1,461	1,453	1,419	1,336	1,332	1,239	1,191	-16,0%	-3,9%
Crédit-bail											
Crédits à l'habitat	0,000	0,413	0,628	0,621	0,792	0,794	0,775	0,767	0,808	2,0%	5,3%
Autres crédits											
<b>Ménages</b>	<b>75,225</b>	<b>75,142</b>	<b>76,869</b>	<b>79,275</b>	<b>79,248</b>	<b>80,398</b>	<b>81,563</b>	<b>82,649</b>	<b>82,863</b>	<b>4,6%</b>	<b>0,3%</b>
Crédits à la consommation	13,301	11,955	12,802	13,734	13,682	14,109	14,227	13,924	14,017	2,5%	0,7%
Crédits de trésorerie	11,705	11,521	12,276	13,315	13,219	13,492	13,732	13,524	13,566	2,6%	0,3%
Comptes ordinaires débiteurs	1,596	0,435	0,526	0,369	0,413	0,568	0,448	0,354	0,406	-1,8%	14,6%
Crédit-bail				0,051	0,050	0,048	0,047	0,046	0,046	-8,8%	0,0%
Crédits à l'habitat	61,924	63,187	64,067	65,540	65,566	66,244	67,336	68,725	68,846	5,0%	0,2%
Autres crédits											
<b>Collectivités locales</b>	<b>18,432</b>	<b>17,909</b>	<b>19,341</b>	<b>19,144</b>	<b>18,887</b>	<b>17,023</b>	<b>16,768</b>	<b>16,301</b>	<b>15,874</b>	<b>-16,0%</b>	<b>-2,6%</b>
Crédits d'exploitation	0,001										
Crédits de trésorerie											
Comptes ordinaires débiteurs	0,001										
Crédits d'investissement	16,010	15,488	16,920	16,723	16,466	15,173	14,918	14,642	14,215	-13,7%	-2,9%
Crédits à l'équipement	16,010	15,488	16,920	16,723	16,466	15,173	14,918	14,642	14,215	-13,7%	-2,9%
Crédit-bail											
Crédits à l'habitat											
Autres crédits	2,421	2,421	2,421	2,421	2,421	1,850	1,850	1,659	1,659	-31,5%	0,0%
<b>Autres agents et CCB non ventilés</b>	<b>0,767</b>	<b>1,022</b>	<b>0,938</b>	<b>0,884</b>	<b>0,927</b>	<b>1,023</b>	<b>1,113</b>	<b>0,878</b>	<b>0,949</b>	<b>2,4%</b>	<b>8,1%</b>
<b>Total encours sain</b>	<b>127,360</b>	<b>128,759</b>	<b>132,732</b>	<b>132,871</b>	<b>133,188</b>	<b>133,707</b>	<b>135,381</b>	<b>134,923</b>	<b>133,439</b>	<b>0,2%</b>	<b>-1,1%</b>
Créances douteuses brutes	12,312	12,312	11,292	11,164	11,631	10,931	11,167	9,935	9,488	-18,4%	-4,5%
Créances douteuses nettes	3,193	3,193	2,718	2,814	3,859	3,659	3,721	2,671	2,408	-37,6%	-9,9%
dont entreprises	2,575	2,575	2,067	2,348	3,486	3,279	3,469	2,416	2,107	-39,6%	-12,8%
dont ménages	0,617	0,617	0,652	0,466	0,372	0,380	0,452	0,256	0,301	-19,0%	17,8%
Provisions	9,119	9,119	8,574	8,350	7,773	7,272	7,446	7,264	7,080	-8,9%	-2,5%
<b>Total encours brut</b>	<b>139,673</b>	<b>140,553</b>	<b>143,623</b>	<b>144,036</b>	<b>144,820</b>	<b>144,638</b>	<b>146,547</b>	<b>144,859</b>	<b>142,927</b>	<b>-1,3%</b>	<b>-1,3%</b>
Taux de créances douteuses	8,8%	8,4%	8,3%	7,8%	8,0%	7,6%	7,6%	6,9%	6,6%	-1,4 pt	-0,3 pt
Taux de provisionnement	74,1%	77,2%	71,1%	74,8%	66,8%	66,5%	66,7%	73,1%	74,6%	+7,8 pts	+1,5 pt

#### Encours total de crédits sains



#### Encours des crédits à l'équipement des Collectivités locales



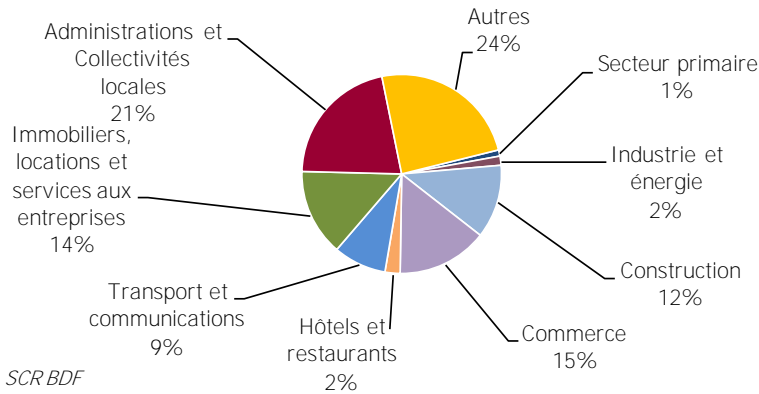


4. Les engagements bancaires

4.1 Les engagements sectoriels

Répartition des risques par secteur (%)

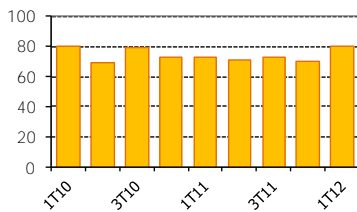
Répartition des encours déclarés par secteur au 31 mars 2012



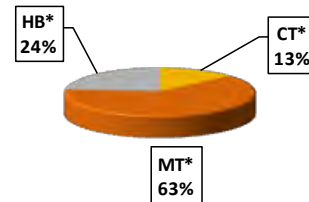
Source: SCR BDF

Evolution globale des risques déclarés au SCR

En millions d'euros

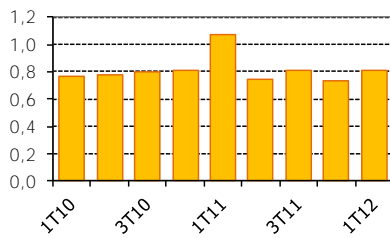


Structure (en %)

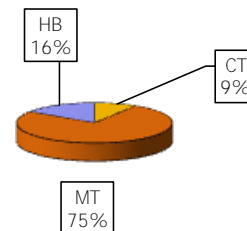


Secteur primaire

En millions d'euros

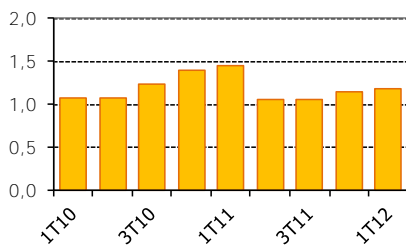


Structure (en %)



Industrie et énergie

En millions d'euros

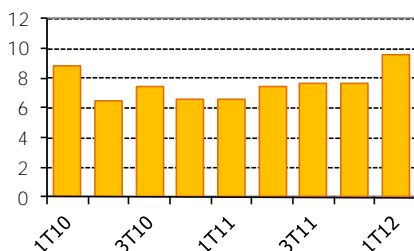


Structure (en %)

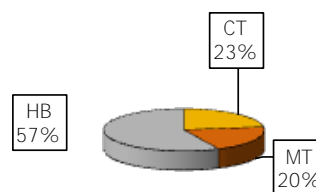


Construction

En millions d'euros



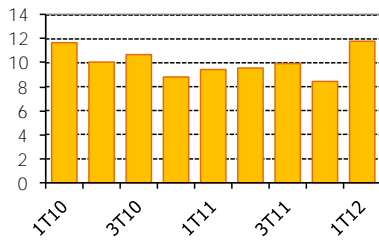
Structure (en %)



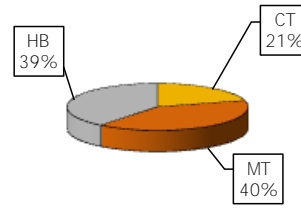
\* CT : Court Terme ; MT : Moyen Terme ; CB : Crédit Bail ; HB : Hors Bilan

**Commerce**

En millions d'euros

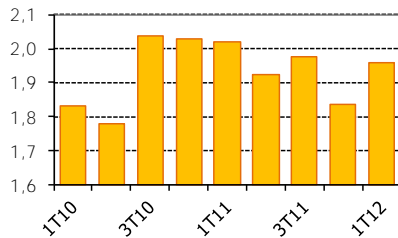


Structure (en %)

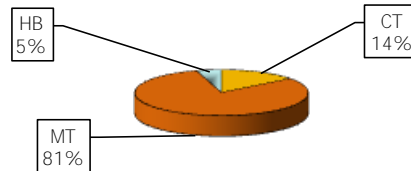


**Hôtels et restaurants**

En millions d'euros

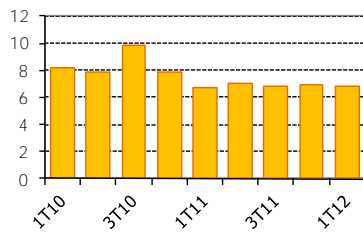


Structure (en %)

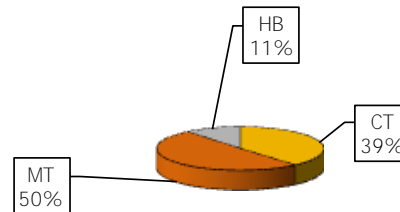


**Transport et communication**

En millions d'euros

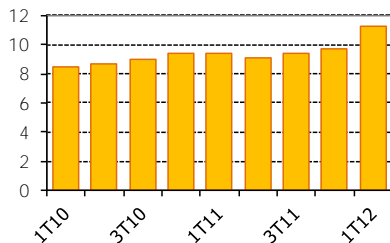


Structure (en %)

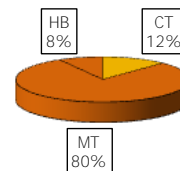


**Immobiliers, locations et services aux entreprises**

En millions d'euros

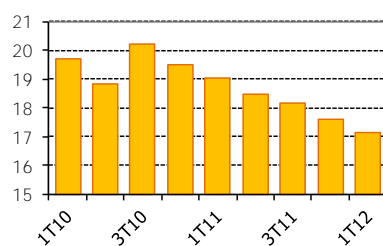


Structure (en %)

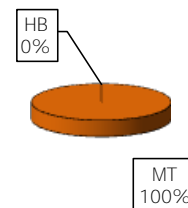


**Administrations et Collectivités locales**

En millions d'euros

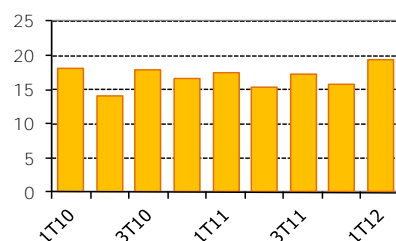


Structure (en %)

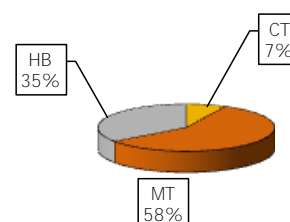


**Autres secteurs d'activités**

En millions d'euros



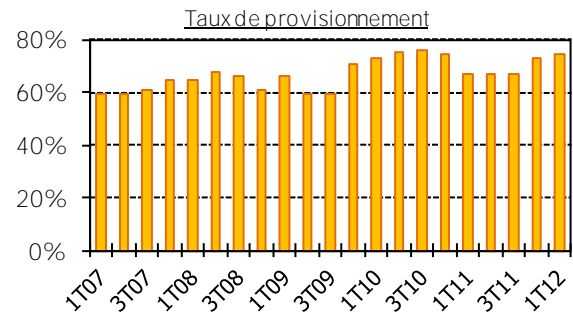
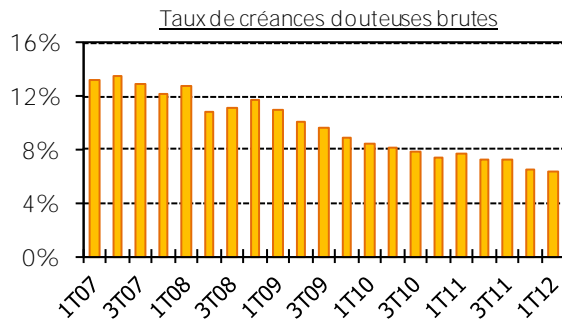
Structure (en %)



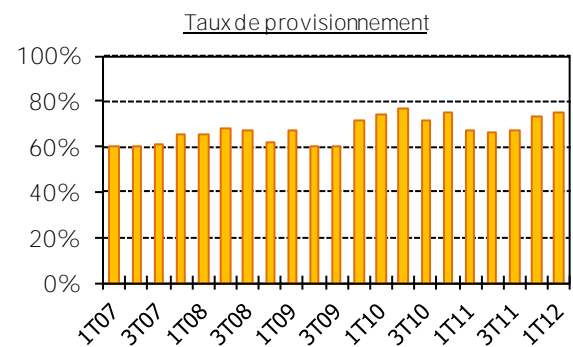
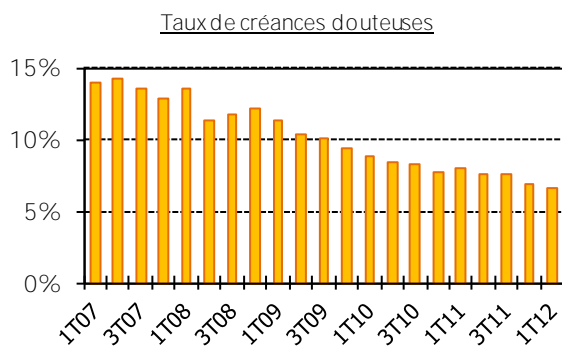
4.2 Les indicateurs de vulnérabilité

Indicateurs globaux

Ensemble des établissements de crédit

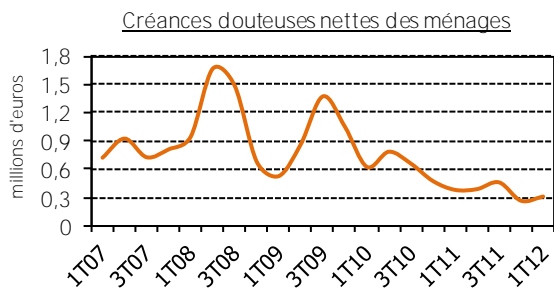


Etablissements de crédit locaux

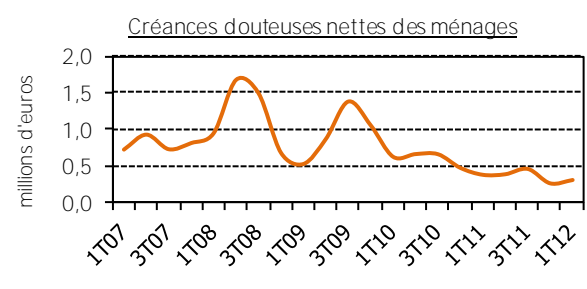


La vulnérabilité des ménages

Ensemble des établissements de crédit

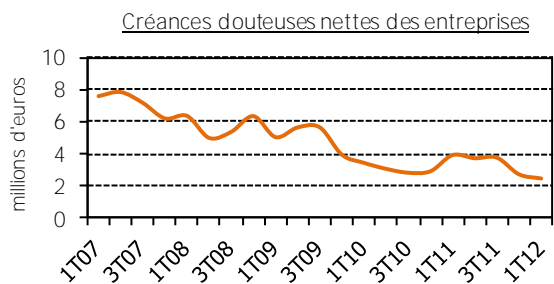


Etablissements de crédit locaux

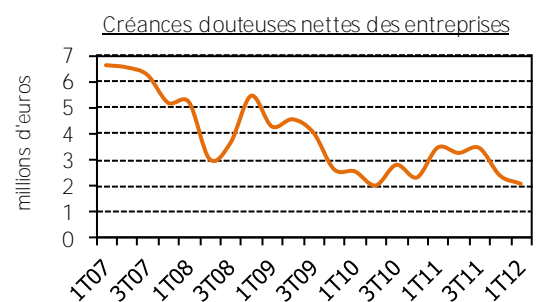


La vulnérabilité des entreprises

Ensemble des établissements de crédit



Etablissements de crédit locaux



## 5. Rappel des taux

### 5.1 Taux réglementés

#### TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème (14/12/2011)	1,00%
Taux de la facilité de dépôt (14/12/2011)	0,25%
Taux de la facilité de prêt marginal (14/12/2011)	1,75%

#### TAUX DE L'ÉPARGNE RÉGLEMENTÉE

Livrets A et bleu : 2,25%	LDD* : 2,25%	LEP : 2,75%	PEL** : 2,50%	CEL* : 1,50%
---------------------------	--------------	-------------	---------------	--------------

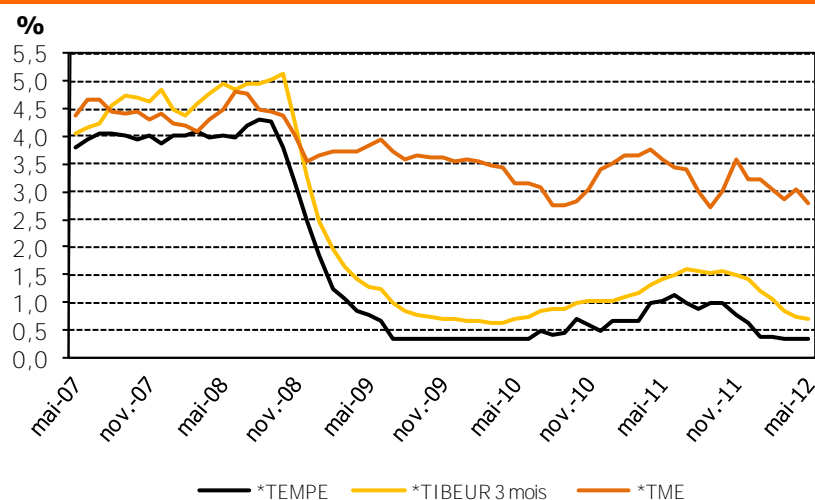
\*Livret de développement durable (ex CODEVI)

\*\*hors prime d'Etat

#### TAUX D'INTÉRÊT LÉGAL

Année 2012 (J.O. du 08/02/12)	0,71%
Année 2011 (J.O. du 03/02/11)	0,38%

### 5.2 Principaux taux de marché



\*TEMPE : taux européen moyen pondéré en euro ; TIBEUR : taux interbancaire offert en euro  
\*TME : Taux moyen des emprunts d'Etat sur 1 an

### 5.3 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (TEG) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1996.

#### Plafond de l'usure applicable sur la période

Catégorie		2T11	3T11	4T11	1T12	2T12
<b>PARTICULIERS</b>	<b>Prêts immobiliers</b>					
	- Prêts à taux fixe	5,61%	5,97%	6,23%	6,24%	6,32%
	- Prêts à taux variable	5,01%	5,33%	5,61%	5,83%	5,88%
	- Prêts relais	5,99%	6,07%	6,28%	6,43%	6,48%
	<b>Autres prêts</b>					
	- Prêts <= 1 524 € (*)	21,47%	21,41%	21,03%	20,65%	20,56%
	- Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 € et prêts viagers hypothécaires	19,53%	19,37%	19,27%	19,15%	19,15%
- Prêts personnels et autres prêts > 1 524 € et < ou = à 3 000 €	8,03%	11,22%	12,76%	13,98%	15,27%	
- Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 3 000 € et < ou = à 6 000 € et prêts viagers hypothécaires**	-	18,61%	18,16%	17,69%	17,15%	
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 3 000 € et < ou = à 6 000 €**	-	10,46%	11,65%	12,51%	13,27%	
<b>ENTREPRISES</b>	Découverts en compte (**)	13,77%	13,88%	13,84%	13,80%	13,67%

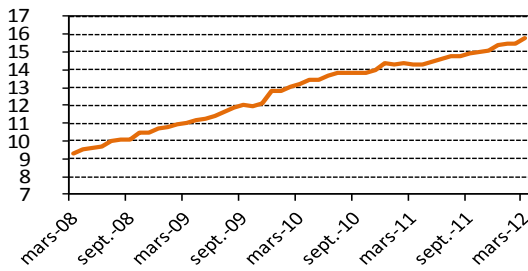
(\*\*) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

6. Monnaie fiduciaire

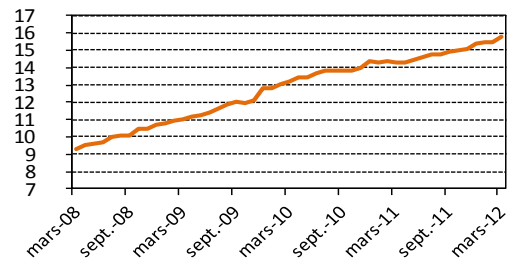
6.1 Emission de billets euros

Emissions nettes cumulées de billets (\*)

En millions d'euros

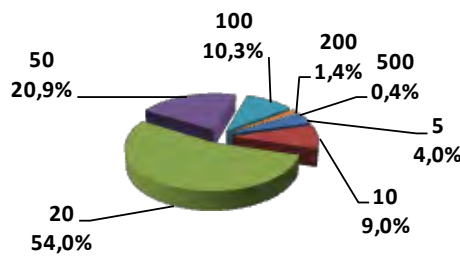


En milliers d'unités

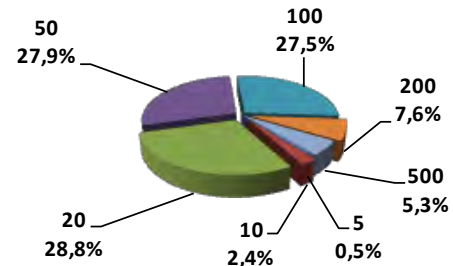


Répartition par coupure de l'émission nette cumulée de billets au 31 mars 2012

Répartition en volume



Répartition en valeur

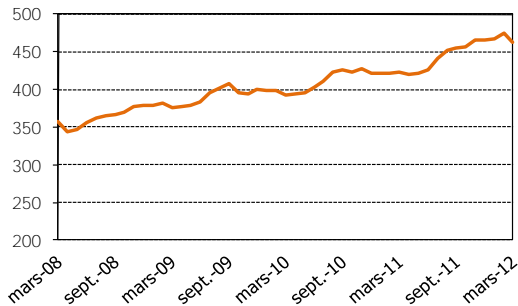


(\*) Les émissions nettes sont la différence entre les billets émis et les billets retirés de la circulation. L'émission nette cumulée représente le cumul des émissions nettes mensuelles depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002, pré-alimentation comprise.

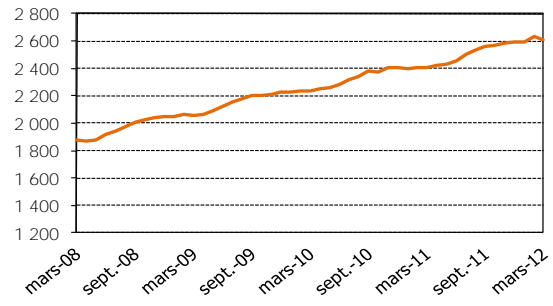
6.2 Emission de pièces euros

Emissions nettes cumulées de pièces (\*)

En milliers d'euros

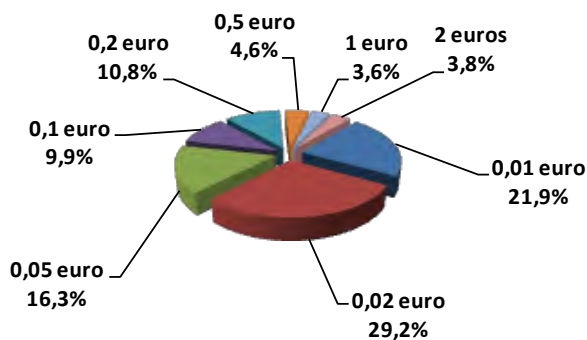


En milliers d'unités

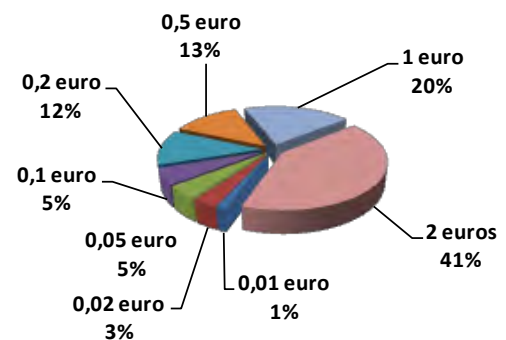


Répartition par coupure de l'émission nette cumulée de pièces au 31 mars 2012

Répartition en volume



Répartition en valeur



(\*) Les émissions nettes sont la différence entre les pièces émis et les pièces retirées de la circulation. L'émission nette cumulée représente le cumul des émissions nettes mensuelles depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002, pré-alimentation comprise.

Ont participé à la réalisation de ce bulletin :

M. Nicolas MACQUERON

M. Fabrice DUFRESNE

**INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER**

Directeur de la publication : M. Nicolas de SEZE  
Responsable de la rédaction : M. Fabrice DUFRESNE  
Edition : IEDOM  
Dépôt légal : Juin 2012 - ISSN 0296 - 3116

**INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER**

22, place du Général de Gaulle  
BP 4202

97 500 Saint-Pierre-et-Miquelon

Téléphone : 05.08.41.06.00 – Télécopie : 05.08.41.25.98

Site Internet : [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

---